

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le 20 OCT. 2011

TÉLÉDOC
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

LA MINISTRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT,
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

Bureau 1BE

À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES ET
SECRÉTAIRES D'ÉTAT

NOR : BCRB1125947C
N° DF-1BE-11-3140

Objet : Circulaire relative aux modalités d'intégration des mouvements de crédits dans le SI Chorus

Aux termes de l'article 14-II de la LOLF, « *les crédits dont l'annulation est proposée par un projet de loi de finances rectificative sont indisponibles pour engager ou ordonnancer des dépenses à compter de son dépôt jusqu'à l'entrée en vigueur de ladite loi ou, le cas échéant, jusqu'à la décision du Conseil constitutionnel interdisant la mise en application de ces annulations en vertu du premier alinéa de l'article 62 de la Constitution* ».

Dans le système d'information Chorus, le disponible ne peut pas être négatif, ce qui induit, pour la prise en compte d'une annulation prévue dans le cadre d'un mouvement de crédits de nature réglementaire ou législatif¹, un disponible au programme à due concurrence. A défaut, l'annulation de crédits sur le programme concerné est rejetée.

Ainsi, la non intégration de l'annulation de crédits induit un risque juridique et financier majeur lié à leur éventuelle consommation. Ce problème se pose avec une acuité particulière dans le cadre de la LFR de fin de gestion, dont la mise en œuvre s'opère dans des délais très contraints.

Aussi la présente circulaire vise à sécuriser la procédure d'intégration des mouvements de crédits dans Chorus.

Compte tenu des conditions strictes d'intégration des mouvements de crédits dans le SI Chorus dont il est fait rappel ci-après (I), cette circulaire présente les différentes étapes du mode opératoire prévu à cet effet (II).

¹ Les mouvements de crédits visés sont les décrets de virement, de transfert, d'avance, d'annulation ainsi que les lois de finance rectificatives.

I. Des conditions strictes sont requises pour l'intégration des mouvements de crédits dans Chorus.

Comme mentionné précédemment, la prise en compte d'un mouvement de crédits dans Chorus impose que les annulations proposées soient inférieures ou égales aux crédits disponibles dans Chorus sur le « fonds N/A »² au niveau du programme : les crédits à annuler ne doivent donc être ni bloqués, ni mis à disposition des BOP et des UO.

Si les crédits ne sont pas disponibles au niveau d'un programme, l'annulation de crédits sur ce seul programme est rejetée. L'échec de l'intégration d'une annulation de crédits sur un programme ne remet cependant en cause ni l'intégration des ouvertures de crédits ni celle des autres annulations prévues sur les autres programmes. Une telle procédure assure, par conséquent, une intégration immédiate des ouvertures mais ne peut toutefois garantir l'annulation concomitante des crédits.

II. Le respect d'un mode opératoire strict conditionne le succès de la procédure d'intégration des mouvements de crédits dans Chorus.

Pour les loi de finances rectificatives, les décrets d'avance et les décrets d'annulation, la procédure d'intégration dans Chorus respectera le calendrier et les jalons détaillés dans le tableau suivant. Le calendrier pourra être modulé pour les autres mouvements (décrets de transferts et décrets de virement).

Calendrier	Jalons
Quelques jours avant le dépôt du texte³	<p>La Direction du Budget adresse un message aux CBCM et DCB qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les informe de la discussion et/ou de la publication prochaine d'un texte réglementaire/législatif ; - leur présente les annulations d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement envisagées à ce stade, selon qu'elles concernent des crédits disponibles et/ou des crédits mis en réserve⁴ ; - les invitent à prendre, à titre conservatoire, les mesures préalables indispensables à l'intégration de ces annulations dans le SI Chorus.
Jusqu'à J-10	<p>Sur la base du message adressé par la DB, les DCB et CBCM :</p> <ul style="list-style-type: none"> - demandent aux RPROG de remonter les crédits, proposés à l'annulation pour les montants figurant dans le fichier transmis par la DB, au niveau du programme ; - <u>s'assurent de l'effectivité de cette remontée⁵</u> et, le cas échéant, <u>alerte le bureau 1BE</u> ainsi que le bureau sectoriel compétent de la DB de toute difficulté éventuelle

² Dans Chorus, les « fonds N/A » désignent des fonds non affectés correspondant aux crédits ouverts via LFI, LFR et décrets, par opposition aux fonds, tels que les fonds de concours, dont le code spécifique doit avoir été créé préalablement.

³ Au bureau l'Assemblée pour une LFR, à la commission des finances pour un DA.

⁴ Pour des raisons de confidentialité, le fichier transmis à cette occasion par la DB ne devra pas être communiqué aux ministères dans son intégralité. Seules les informations concernant un ministère pourront être communiquées.

	<p>rencontrée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - procèdent aux blocages des crédits effectivement remontés au niveau du programme ; - confirment au bureau 1BE l'effectivité de ces blocages.
J-6	<p>Le cas échéant, la DB adresse un message aux CBCM et DCB qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les informe des ajustements à apporter, à l'issu de la discussion parlementaire, au schéma initial qui leur avait été communiqué précédemment ; - les invite à prendre, en tant que de besoin, les mesures préalables indispensables à l'intégration d'annulations supplémentaires dans le SI Chorus.
J	<p>Publication au JO du texte réglementaire/législatif en question</p> <p>La DB adresse un message aux CBCM et DCB qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les informe (en même temps que l'AIFE) de la publication au JO du texte réglementaire/législatif en question ; - les invite à procéder au déblocage des crédits destinés à être annulés dans Chorus à J+1. <p>Dès réception de ce message, les services des CBCM et DCB :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisent les opérations demandées ; - confirment leur effectivité au bureau 1BE ; - informent les RPROG de la publication au J.O du texte réglementaire/législatif en question et de l'imminence de l'annulation des crédits débloqués;
J+1	<p>Le mouvement de crédits (ouvertures et annulations) est intégré dans Chorus.</p> <p>Dès intégration des crédits, l'AIFE adresse au bureau 1BE un compte-rendu d'intégration relevant, le cas échéant, les anomalies d'intégration observées ainsi que les programmes concernés.</p> <p>Sur la base de ce compte-rendu d'intégration, le bureau 1BE saisit les CBCM et DCB concernés aux fins d'expertiser et de résoudre rapidement les difficultés mentionnées et, en lien avec ces derniers, informe l'AIFE de l'évolution de la situation.</p> <p>L'AIFE procède au « recyclage des anomalies » précédemment observées et confirme au bureau 1BE le succès de l'intégration de l'ensemble du mouvement de crédits dans Chorus.</p>

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur du Budget

J. Dubertret

Julien DUBERTRET

⁵ Dans Chorus, cette vérification consiste à s'assurer que le « disponible à répartir » (champ Chorus) sur le centre financier de niveau programme et sur le fonds « N/A » est suffisant

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le 06 OCT. 2011

TÉLÉDOC
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

NOTE

Affaire suivie par Alexandre CABOUCHE

Tel : 01.53.18.73.05

Bureau 1BE

N° DF-1BE -11-3140

pour Les Contrôleurs budgétaires et comptables

Objet : Présentation de la circulaire relative aux modalités d'intégration des mouvements de crédits dans le SI Chorus

P.J. : 1

La prise en compte d'un mouvement de crédits dans Chorus impose que les crédits disponibles dans Chorus au niveau du programme soient supérieurs ou égaux aux crédits destinés à l'annulation dans le cadre d'un mouvement de crédits. A défaut, le mouvement de crédits est rejeté. A titre illustratif, le DA publié le 29 septembre 2010 n'a pu être intégré dans Chorus que le 4 novembre 2010 faute de crédits disponibles au niveau de certains programmes.

Afin de pallier les inconvénients observés à cette occasion, il a été décidé d'intégrer séparément dans Chorus pour chaque programme les ouvertures de crédits prévues par un texte réglementaire ou législatif et les annulations de crédits prévues par ce même texte. Ainsi, l'échec de l'intégration d'une annulation de crédits sur un programme ne remet en cause ni l'intégration des ouvertures de crédits, ni celle des autres annulations prévues sur les autres programmes. Une telle procédure assure, par conséquent, une intégration immédiate des ouvertures mais ne peut toutefois garantir l'annulation concomitante de la totalité des crédits. Cette procédure permet également de connaître immédiatement le ou les programmes rencontrant une difficulté, ce qui accélère son traitement.

Nonobstant, des retards sont encore observés dans l'intégration de certains mouvements de crédits. C'est ainsi que la LFR I du 29 juillet 2011 publiée au J.O du 30 juillet 2011 n'a pu être totalement intégrée dans le SI Chorus que le 3 août 2011, faute de crédits disponibles pour annulation au niveau de certains programmes.

Outre que ces situations vont à l'encontre des dispositions de l'article 14-II de la LOLF, selon lequel « *les crédits dont l'annulation est proposée par un projet de loi de finances rectificative sont indisponibles pour engager ou ordonnancer des dépenses à compter de son dépôt jusqu'à l'entrée en vigueur de ladite loi ou, le cas échéant, jusqu'à la décision du Conseil constitutionnel interdisant la mise en application de ces annulations en vertu du premier alinéa de l'article 62 de la Constitution* », elles induisent un risque financier majeur lié à l'éventuelle consommation des crédits en question.

Partant, la circulaire jointe, dont le projet vous est transmis pour avis, vise à sécuriser davantage la procédure d'intégration des mouvements de crédits dans Chorus, notamment dans la perspective de la LFR de fin d'année. Elle rappelle en premier lieu les conditions strictes d'intégration des mouvements de crédits dans le SI Chorus et, dans un second temps, présente les différentes étapes du mode opératoire prévu à cet effet.

LE DIRECTEUR DU BUDGET



Julien DUBERTRET